



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PENSO, Christophe COUR.

Culture - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier, l'Université Paul Valéry Montpellier III et le Centre National de Recherche Scientifique pour la réalisation d'une enquête sur les publics de l'art contemporain - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en place une démarche d'évaluation de sa politique culturelle, autour de deux grands axes de travail :

- 1- La mise en place d'outils de pilotage d'activités, qui soient partagés par les filières et établissements relevant de la Direction de la Culture et du Patrimoine, en réinterrogeant et explorant les objectifs stratégiques de chacun et en définissant des indicateurs quantitatifs et qualitatifs. Cette première mission est menée en lien étroit avec la Direction du Pilotage et du contrôle de gestion.
- 2- Le lancement d'un plan d'évaluation, articulé notamment autour de la question de la connaissance des publics fréquentant les établissements culturels de la Ville.

Concernant le deuxième point, un premier travail a été lancé d'avril à juillet 2018, à titre expérimental et à dominante qualitative, entre la Direction de la Culture et du Patrimoine et l'université Paul-Valéry sur les publics du musée Fabre et de la Panacée. Il a été réalisé par des étudiants de niveau Licence 3 en Information-Communication, intégré à l'enseignement « Analyse des publics » et a donné lieu à la remise d'un rapport d'enquête fin octobre 2018. Il visait à étudier le profil socio-économique, les usages et les motivations des personnes présentes sur les sites de la Panacée et du musée Fabre, et a permis d'amorcer une nouvelle dynamique de coopération dans le domaine de la recherche et du développement.

Afin de donner plus de visibilité à cette coopération, et pour approfondir la recherche sur la connaissance des publics dans le champ culturel, il est aujourd'hui proposé de réaliser une étude des publics de l'art contemporain sur le territoire de la Ville de Montpellier, en élargissant le périmètre de l'enquête aux lieux d'art suivants : Pavillon Populaire, Espace Dominique Bagouet, Espace Saint-Ravy. Le musée Fabre et la Panacée-MoCo continuent à être considérés par cette étude. Il est proposé que celle-ci soit menée à partir d'une approche quantitative, et ce, dans le but de comprendre les pratiques des publics vis-à-vis de l'art contemporain et leur fréquentation des divers lieux d'art de la Ville. Un volet du rapport remis présentera également des éléments de diagnostic relatifs au rayonnement de ces lieux d'art, sur le plan national et international.

Cette nouvelle étude sera coordonnée par Madame Nathalie Moureau, Vice-présidente de l'Université Paul-Valéry déléguée à la Culture, Professeur en sciences économiques, en partenariat avec la Direction de la Culture et du Patrimoine mutualisée de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier. Elle sera entourée de deux autres chercheuses de l'Institut des Technosciences de l'Information et de la Communication (ITIC) : Madame Caroline Buffoni, Docteur en sciences de l'information et de la communication et Madame Valérie Méliani, Directrice du département information et communication.

Le calendrier de travail proposé est le suivant :

- Janvier 2019 : Conception des outils et protocole d'enquête, en collaboration avec le service Rayonnement et développement culturel de la Direction de la Culture et du Patrimoine, le service en charge de la coordination des lieux d'art et musées, ainsi qu'avec les équipes des établissements concernés ;
- Février-Juillet 2019 : Réalisation de l'étude quantitative (passation des questionnaires et veille sur les retombées presse) ;
- Septembre-octobre 2019 : Analyse des données et rédaction d'un rapport, qui sera soumis à Montpellier Méditerranée Métropole et à la Ville de Montpellier en décembre 2019.

Le coût de cette étude s'élève à 7 920 € TTC au total, montant répartis sur les budgets principaux 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole (2 920 €) et de la Ville de Montpellier (5 000 €).

Ce projet de recherche consacré à l'évaluation s'inscrit dans le cadre d'une approche partenariale avec un acteur clé du territoire, l'université Paul-Valéry Montpellier 3, avec qui la Métropole a signé un accord-cadre de coopération pour la période 2017-2020.

Cet accord-cadre mentionne notamment l'importance de la recherche et du développement, qui constitue l'un des trois grands champs de coopération avec Montpellier Méditerranée Métropole. Le développement territorial lié à la culture, à l'analyse des publics et à l'évaluation des politiques publiques culturelles est évoqué comme domaine de recherche potentiel.

Les résultats de cette étude constitueront une base de données d'autant plus intéressante que celle-ci aura été réalisée et exploitée avant l'ouverture du MoCo.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de prestation de recherche sur les publics de l'art contemporain ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Guy BARRAL.

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-66071A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.